

# cerises

## la coopérative

**FAIRE UN DON**  
**DÉFISCALISÉ**  
**À CERISES**

### Humeur de Cerises

Elon Musk voulait racheter pour 100 millions de \$ ChatGPT. Mais le propriétaire, OpenAI a sèchement refusé.

Avec une forte pression et des mois de campagne, la liste libérale-macroniste comptait être majoritaire au CA de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis. La victoire de la gauche est en fait un peu plus importante que prévue.

22585 patients/es (dont 11666 en situation d'urgence) attendent une transplantation. Pour la 1<sup>ère</sup> fois, cependant, 6024 greffes ont été réalisées en France en 2024. Un record. Mais si des freins « religieux » ont pu être levés, il reste bien du chemin à faire...

### Agenda militant

#### Du 20 au 22 mars

À partir d'une multiplicité de regards des sciences humaines et sociales, le Festival Printemps des Humanités 2025 s'interroge autour de(s) « Universel(s) »

#### 22 mars

#### Rencontre nationale des collectifs locaux

De 9h30 à 17h - Bourse du travail Salle Ambroise Croizat - (comités et assemblées populaires) du NFP

#### Du 25 et 26 mars

[Assises de la santé et de la sécurité des travailleurs-ses Bourse du travail de Paris 3 rue du Château d'eau, Paris 11<sup>e</sup>](#). S'armer pour des actions militantes, s'outiller pour agir sur le terrain, construire des convergences. Faire de la santé au travail **une grande cause publique.**

## Donald Trump : sortir de la sidération par la puissance des peuples

La surenchère des superlatifs pour souligner les dangers des pratiques disruptives comporte toujours le double risque de l'épuisement du langage et de la perte du sens. Surtout elle conduit à la tétanisation et à l'impuissance. Ce qui, in fine, est l'objectif même de ces pratiques !

Incontestablement D. Trump 2 outrepassa largement D. Trump 1 et expose toutes les lignes rouges qui semblaient infranchissables pour supprimer la démocratie, l'État de droit et les conventions internationales et imposer un néolibéralisme sans foi ni autre loi que les siennes.

Ce comportement invraisemblable de petite frappe du Far West pour instaurer la loi du brutalisme marchand le plus féroce, le règne de la maximisation des profits la plus court-termiste, et la soumission des cerveaux à l'empire des contre-vérités les plus manifestes. Tout cela s'inscrit dans une suite de logiques systémiques, implacables, où triomphe la mondialisation néolibérale et s'effondrent les forces de gauche depuis un demi-siècle.

**Mais, plus que jamais le recours à la violence des puissants est le signe d'une grande peur.** Peur face à leur propre prise de conscience de l'immanence d'une catastrophe climatique qu'ils provoquent et dénie. Peur face à l'effervescence de toutes les résistances contre injustices et inégalités sans cesse croissantes, et à toutes les dominations écocidaires, de genre, de race et de classe, qu'il faut réprimer !

**Plus que jamais cette violence est aussi signe d'une grande faiblesse.** Celle politique des opprimés/es, dominés/es, subalternes, et de la masse des 99%, à créer toutes les convergences des luttes nécessaires pour imposer des alternatives aussi urgentes que désirables, souhaitables et durables : réinventer une démocratie forte de justice et de solidarité, d'égalité et de liberté ; un progrès d'émancipation sociale et de réparations écologiques ; un universalisme riche de toutes les singularités culturelles du monde ; une économie au service de tous les communs vertueux, de l'épanouissement et du bien être humain en coévolution harmonieuse avec l'ensemble des/du vivant ; des sociétés fondées sur la coopération et l'autonomie à toutes les échelles. D. Trump c'est l'idéologie de 'Héritage Fondation' qui fait passer les Chicago Boys pour des rigolos. Il est donc avant tout le signe manifeste que dorénavant les capitalistes eux-mêmes sont convaincus qu'il n'y a plus de temps et d'espace pour tergiverser : soit l'accélération sans précédent du capitalisme mortifère par l'asservissement général et le suicide planétaire, soit la sortie du capitalisme. Nous aussi ! Et c'est de cette dernière voie que *Cerises* travaille à être l'une des voix. Avec vous !

● **Makan Rafatdjou**

## Serbie : un Mai 68 rampant ?

Depuis quatre mois, la société serbe est en ébullition. Depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, le 1<sup>er</sup> novembre dernier (15 victimes) les étudiants multiplient les manifestations pour exiger que le pouvoir corrompu rende des comptes. Des universités sont occupées et sont sous contrôle étudiant à travers des structures d'auto-organisation : « Nous mettons en pratique le principe de la démocratie directe » disent les étudiants.

Pour le média d'opposition Masina « Le soutien au mouvement étudiant et à ses revendications est extrêmement élevé, à tel point que le régime est conscient qu'il approche de sa fin ». Différents secteurs de la société se mettent en mouvement autour du mouvement étudiant et leurs revendications.

Contre la privatisation des pharmacies publiques, les étudiants, en collaboration avec les pharmaciens, organisent des actions et élaborent un plan alternatif pour « un système pharmaceutique d'État moderne et efficace qui répondra aux besoins des citoyens serbes et garantira un accès égal à des services pharmaceutiques de qualité ».

Depuis le 30 janvier, les agriculteurs de Rača Kragujevacka bloquent chaque jour le bâtiment municipal pour protester contre l'augmentation spectaculaire des impôts fonciers et rejoignent une manifestation organisée par des enseignants.

Le 4 février les ouvriers de l'usine textile Atair d'Ivanjica ont bloqué l'usine aujourd'hui parce qu'ils craignent que le propriétaire ne prenne les marchandises de l'usine, que l'entreprise ferme et qu'ils se retrouvent sans salaires impayés.

Quelques jours auparavant un groupe autoorganisé d'étudiants a occupé le bâtiment du Centre culturel étudiant de Belgrade. L'AG étudiante annonce fièrement « Le Centre est à nouveau géré par des étudiants » !

**Environ 80% des citoyens serbes soutiennent la plupart des revendications des étudiants, et un tiers de la population déclare avoir participé aux manifestations, selon la dernière étude menée par l'institut de sondage Crta.** Le premier ministre serbe, Milos Vucevic a démissionné le 25 janvier « afin d'éviter d'augmenter davantage les tensions dans la société » selon son propre aveu ! Un vœu pieux...

● PATRICK LE TRÉHONDAT



© Cerises la coopérative

## La révolte des étudiants de l'Université de Téhéran contre l'arbitraire

Le 14 février, des informations ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux concernant une recrudescence des manifestations étudiantes à Téhéran. Tout a commencé lorsque, le mercredi 12 février, Amir Mohammad Khalegi, un étudiant de 19 ans est décédé plus tard à l'hôpital suite à une agression. Immédiatement, les étudiants ont protesté contre la passivité de l'administration, face aux problèmes de sécurité. Le vendredi 14 février au soir, des étudiants se sont rassemblés. Environ 1 000 étudiants ont alors exigé la démission de la direction de l'université en raison de son « incompétence », rassemblement rapidement attaqué par la police. Après quoi les étudiants ont commencé à crier ouvertement des slogans contre la République islamique, le guide suprême Ali Khamenei et le Corps des gardiens de la révolution islamique. Après quelques heures de protestation, il est apparu que les manifestants arrêtés avaient été libérés. Le lendemain, les résidents des résidences universitaires de Téhéran se sont à nouveau rassemblés pour protester devant la bibliothèque de l'université. Les tensions sociales, économiques et politiques exacerbées créent une situation explosive où toute atteinte à la population peut dégénérer. Le régime traversé par ses propres tensions et dissensions le sait, il a peur, et essaie de jongler entre modération et répression. Il est à noter que quelques heures auparavant, les responsables des résidences avaient annoncé leur démission, que le Président de l'Université a dû déclarer sa solidarité avec les étudiants et que les autorités ont reconnu le manque de sécurité dans l'un des lieux les plus surveillés de la capitale. Un comble !

● PATRICK LE TRÉHONDAT

## Un traitement révolutionnaire contre le cancer à portée de main, mais...

Une équipe d'immunologistes de l'hôpital Clínic de Barcelone guérit la moitié de ses patients atteints de cancers du sang avancés grâce à un traitement révolutionnaire appelé CAR-T. Des cellules génétiquement modifiées deviennent des « cellules tueuses », capables d'éradiquer les cellules cancéreuses que la chimiothérapie n'est pas parvenue à supprimer.

Il s'agit d'une fabrication publique, en circuit ultracourt, sur un modèle autosuffisant. Les patient(es) portent en eux la matière première. Il suffit de prélever les cellules, puis de les modifier sur place, avant de les réinjecter dans leur sang.



L'hôpital public barcelonais produit ces traitements pour moins de 90 000 euros, soit trois fois moins cher que leurs équivalents chez Big Pharma. Il a lancé une levée de fonds sur Internet et récolté 1 million d'euros.

Des malades meurent faute d'avoir pu accéder à ces traitements à cause de leurs coûts exorbitants. Aux États-Unis Johnson & Johnson et Gilead commercialisent leurs traitements pour respectivement 465 000 dollars et 271 000 euros. Le premier n'est toujours pas vendu en Espagne ni en France, faute d'accord sur le prix.

**Les médecins espagnols s'interrogent : « La recherche fondamentale a été entièrement financée par l'argent public, pourquoi laisser le privé se l'approprier ? Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout en produisant dans un établissement public ? ».**

Grace à l'expérience catalane on connaît le coût de production réel de ces remèdes. En France, l'Académie de médecine, offusquée par les prix des anticancéreux, présente l'hôpital catalan comme modèle à suivre. Pour empêcher l'essaimage de l'expérience espagnole, les firmes pharmaceutiques font pression sur la commission européenne pour réformer la législation et empêcher les hôpitaux publics de produire eux-mêmes des médicaments. **Pourquoi, syndicats, associations de malades ne poursuivraient-ils pas les Big pharma pour non-assistance à personnes en danger ?**

● JOSIANE ZARKA



## **N'ABANDONNONS PAS LE TRAVAIL**

**Nous ouvrons de nouveau la problématique du travail, salarié ou non, et celle de la place et des moyens de la démocratie dans les entreprises.**

**Posséder la maîtrise de son travail, pouvoir décider de son objet et de son organisation, autant de questions absentes des débats, et ne parlons pas du sens même du travail.**

**Comment la gauche doit-elle répondre à ces aspirations même si leurs manifestations concrètes la désarçonne et la met dans l'embarras face à ses formes d'organisation collective sur le lieu de travail ?**

**Ouvrir ce débat est l'objet de notre dossier.**



## LE TRAVAIL NE POSSÈDE-T-IL PAS UNE DIMENSION ANTHROPOLOGIQUE ?

**Si le travail constitue l'un des enjeux majeurs auxquels sont confrontées nos sociétés, il est peu présent dans les débats politiques. Si les questions de l'emploi, des salaires sont abordées, celles des conditions de travail, de la santé au travail le sont beaucoup moins.** Quant aux questions de la maîtrise de son travail, de pouvoir décider de l'objet et de l'organisation de son travail, elles sont complètement absentes des débats, et ne parlons pas du sens même du travail. Question émergente chez nombre de moins de 50 ans. L'idéologie dominante considère qu'il appartient aux seuls dirigeants des entreprises, voire aux seuls investisseurs omnipotents de décider de la finalité et la destination du travail des humains. Travailler serait donc d'abord s'exécuter. Et si ce n'est pas ça, c'est quoi travailler ?

Sont aussi présents dans cette problématique la question du télétravail, de sa nature « libératoire » ou non, celle de l'organisation et du management qui prévalent au sein des entreprises et leurs conséquences sur les collectifs de travail. Une organisation et une répartition des pouvoirs qui ont évolué au cours des années, de l'artisanat au taylorisme, au lean management et à l'omni prégnance voire omnipotence des chiffres.

**Ces questions ne sont pas intemporelles mais la manière d'y répondre a des conséquences immédiates.** On connaît le lien entre abstention et vote RN et absence de marges de manœuvre dans son activité, autrement dit le travail est aussi un facteur de démocratie. Ne serait-il pas opportun de tenter d'en tracer les liens et relations avec notre société, avec la démocratie et l'action politique d'une part mais aussi

dans les moyens et possibilités de mettre en œuvre les transformations indispensables dans les chaînes de production de notre vie et en société.

N'est-il pas urgent de faire le procès des principes managériaux qui prévalent aujourd'hui dans l'organisation des entreprises, parce qu'ils sont la négation du travail vivant et par là même réduisent voire suppriment la capacité à faire face aux enjeux industriels, sociaux et environnementaux ? N'est-il pas nécessaire et urgent que ce soient celles et ceux qui travaillent, les usager/es qui procèdent à une redéfinition du travail ?

Dans le numéro précédent de Cerises Patrick Le Tréhondat<sup>1</sup> avait déjà abordé ces questions, notamment celle du télétravail. Bernard Friot nous rappelle en quoi le statut de la fonction publique et des entreprises publiques gagné en 1945 constituait un déjà là de communisme car ouvrant la prise de pouvoir sur le travail. Pour Pierre Zarka faire son travail convoque la totalité de la personne humaine et ses relations aux autres et ne peut être réduit à la réalisation des tâches nécessaires à la valorisation du capital. Une approche globale que partagent Patrick Vassallo et Patrick Rozenblatt.

Et que viennent aussi compléter les autres participant-e-s à notre dossier, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Danièle Linhart, Rémi Ponge, Makan Rafatdjou, Maud Simonet.

### ● L'équipe de rédaction

1. <https://ceriseslacooperative.info/2025/02/07/incursions-contre-le-capital/>

## EN FINIR AVEC LE LIEN DE SUBORDINATION?

# NOUS NE POUVONS ACCEPTER UNE VASSALITÉ HEUREUSE, A DIT E. MACRON, LE 28 FÉVRIER 2025, À PROPOS DES RELATIONS AVEC LES ÉTATS UNIS...

A l'heure où les innovations se bousculent pour rendre le travail plus attractif et pour améliorer le bien-être des salariés (télétravail, semaine des quatre jours, *chiefhappinessofficers*, etc.), il importe de remettre au centre des débats la question du contenu du travail, de son sens et de sa finalité. Comment élaborer et imposer une autre organisation du travail en mesure d'en finir avec la maltraitance des salariés, la manipulation des consommateurs (ou usagers) ainsi que la prédation des ressources de notre planète ?

Le travail et son organisation, loin d'être considérés comme un enjeu de société vital, relèvent de la responsabilité unilatérale des dirigeants des entreprises, sans que quiconque ne s'en offusque réellement. Le CNPF (Conseil National du Patronat français) ne s'est-il pas re-

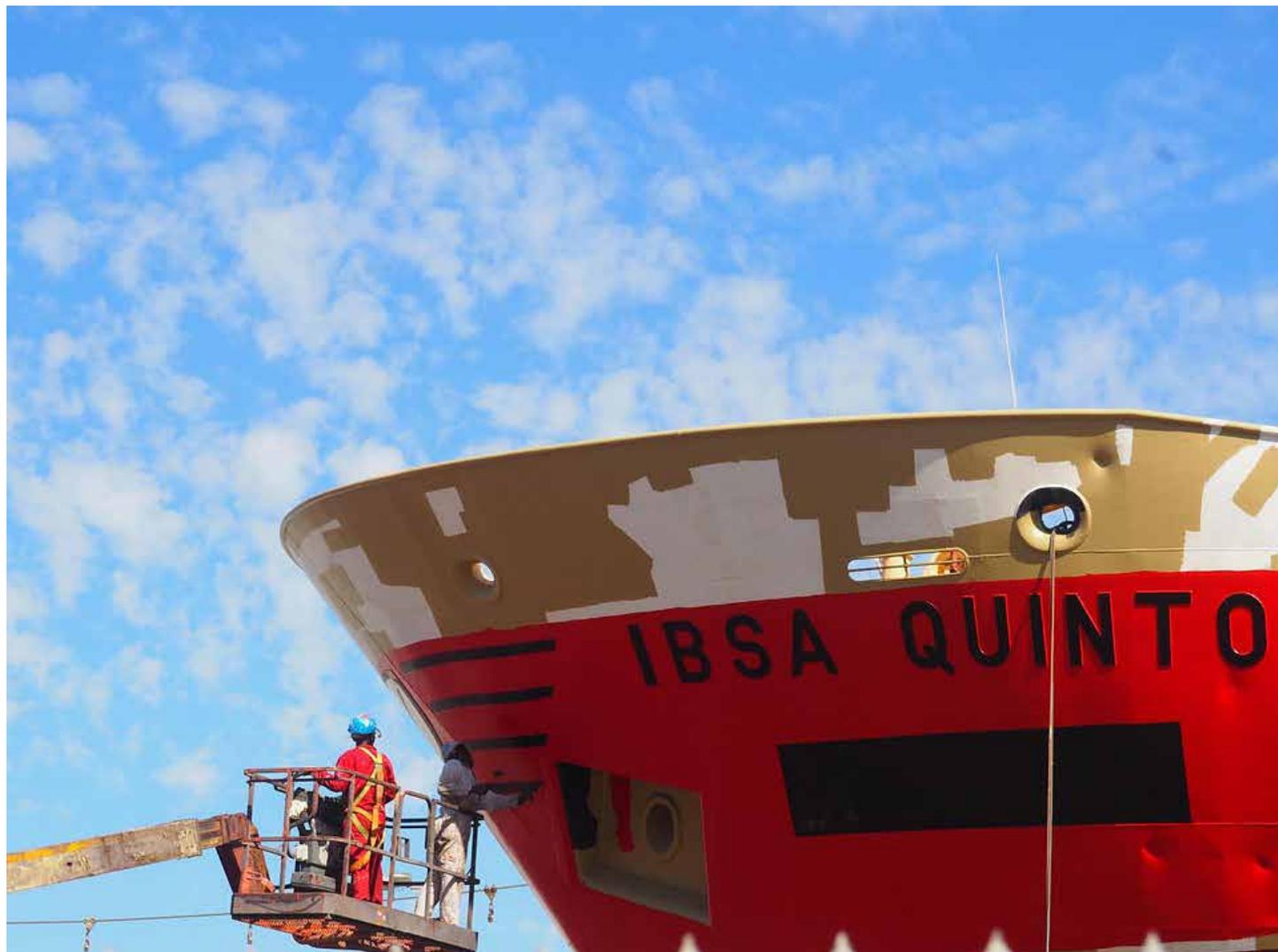
baptisé en 1998 le MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) ? Ce qui signifie que le Patronat s'identifie désormais à l'entreprise, se confond avec elle : quand un de ses représentants parle, il s'exprime en ces mots : « Nous, les entreprises, considérons que ... Nous, les entreprises, avons besoin que... ». Cette appropriation symbolique de l'entreprise et du travail s'est en quelque sorte naturalisée dans notre pays, où domine un sentiment d'impuissance et de résignation : à moins de parvenir à renverser d'emblée le modèle capitaliste et sa rationalité économique, il n'y a pas de moyen de peser sur l'organisation du travail et sa finalité.

La critique est désamorcée a priori, la capacité de toute contestation ou remise en cause a été évacuée par l'instauration du lien de subordination qui est au cœur du contrat de travail salarial. **Certes, ce lien de subordination n'est pas nou-**

**veau, mais ce qui est nouveau, c'est l'individualisation, la personnalisation de ce lien, instaurées par la modernisation managériale depuis une trentaine d'année.**

En effet, le patronat, traumatisé par mai 68 (trois semaines de grève générale avec occupation d'usines) a considéré que sa seule chance de survie passait par un effacement des collectifs informels de travailleurs, qui nourrissaient des sentiments d'injustice face à un destin commun dans l'entreprise et qui ont déclenché les premières grèves spontanées de la révolte. La stratégie patronale est alors l'individualisation systématique, la personnalisation de la gestion des salariés, et de l'organisation de leur travail. L'équation « à travail égal, salaire égal » vole en éclat et cède la place à une mise en concurrence systématique des salariés entre eux (objectifs, évaluations, primes, salaires personnalisés). Plus en-

**Un monde du travail traversé par une politique de changement permanent qui met en obsolescence les savoirs, l'expérience et les connaissances accumulées**



core, à une mise en concurrence de chacun avec lui-même, car il faut se dépasser en permanence, viser l'excellence, se révéler à soi-même en même temps qu'à sa hiérarchie. C'est la promotion de la personne, dans toute sa spécificité au détriment du professionnel. Adieu la solidarité, la volonté de coopérer, de s'entraider notamment à affronter les difficultés de travail et ses injustices.

**C'est donc personnellement et dans une grande solitude que chacun ressent le lien de subordination et s'y trouve soumis.** Quelle possibilité alors de s'opposer aux modalités d'organisation du travail, qui reste entièrement soumis à la logique taylorienne : les procédures, process, codifications, protocoles, méthodologies, « bonnes

pratiques » concoctées par des consultants de grands cabinets internationaux, s'imposent aux professionnels de terrain en déni de leur professionnalité ?

Les sollicitations et manipulations de la subjectivité de chacun stimulent sa volonté individuelle de s'affirmer dans le cadre d'un travail façonné, conçu par d'autres selon la rationalité de rentabilité à court terme, orchestré par des prescriptions qui ne laissent aucune place à l'autonomie. On mesure bien à quel point cette logique peut être source de souffrance, de sentiment d'impuissance. A quel point les uns et les autres se trouvent piégés, et perdus qui plus est, dans un monde du travail traversé par une politique de changement permanent qui met en obsolescence les savoirs,

l'expérience et les connaissances accumulées.

Les salariés atomisés, désorientés, ravalés au rang d'apprentis à vie, verrouillés par le lien de subordination, n'ont guère d'atouts pour remettre en question l'organisation de leur travail et sa finalité. La subordination, ou en d'autres termes la vassalité, est une véritable assurance vie des dirigeants des entreprises, car sans salariés en mesure de s'opposer, de penser collectivement le travail, les organisations syndicales sont démunies et les fondements de la rationalité néo libérale assurés d'une continuité sans faille.

● **Danièle Linhart**

Sociologue du travail  
Directrice de recherche émérite  
au CNRS (Cresppa-gtm)



# LE MANAGEMENT, OUTIL D'EFFACEMENT DU TRAVAIL

## Comment le management a transformé le travail dans une entreprise publique.

Je ne peux m'empêcher de relire mon vécu professionnel au regard des questions qui émergent aujourd'hui autour du travail, c'est-à-dire de la place qu'occupent les salariés et les collectifs de travail dans la production. Et de mettre en lien les évolutions des principes managériaux qui se sont imposés au cours de ces décennies avec les débats qui ont lieu aujourd'hui sur la désindustrialisation de la France et l'avenir de l'Europe.

**La transformation « managériale » progressive que j'ai vécue à EDF, engagée dès le milieu de la décennie 80 s'est concrétisée par le démantèlement de l'entreprise, l'instauration de la concurrence et sa privatisation, archétype de la vision libertarienne de l'économie qu'il lustre Quinn Slobodian<sup>1</sup>.**

<sup>1</sup>. Quinn Slobodian Le capitalisme de l'apocalypse Seuil

Des évolutions dans l'organisation et la direction de l'entreprise qui ont progressivement déstructuré les collectifs de travail, réduit la capacité d'intervention des salariés, individualisé les situations, verticalisé le pilotage par les chiffres, avec pour conséquence la perte de sens de l'activité, au détriment de la construction collective du service public.

Pour être modernes et efficaces il fallait déployer le management par objectifs et les principes managériaux de l'école nord-américaine des années 80, généralisés depuis. Alors que nous sommes en recherche d'alternatives n'est-il pas opportun de revenir sur ce passé, en l'éclairant des travaux universitaires aujourd'hui à notre disposition et de l'expérience et des résistances vécues tout au long de ces années ?

Un travail d'autant plus nécessaire que j'ai l'intime conviction que les échecs industriels actuels - EPR de Flamanville ou déboires de Boeing aux USA - sont les conséquences de cette vision managériale qui ignore le travail vivant des humains, un travail transformé en une prestation qu'on achète et qu'on vend



ignorant les conditions de sa réalisation. Or l'histoire du travail nous démontre l'inanité d'un tel point de vue !

Dès le milieu des années 80 les directions successives ont promu les principes suivants :

- Devenir une entreprise comme une autre, c'est-à-dire performante selon les critères du marché, impliquait d'en finir avec une culture d'entreprise construite autour du service public et de la réponse aux besoins énergétiques du pays.
- L'usager transformé en client, et substituer à l'exigence du meilleur pour tous et à l'égalité de traitement la vision libérale du consommateur, fort (ou faible) de sa puissance d'achat.
- L'individualisation des rémunérations et des situations sous prétexte de rémunérer l'effort ! Les primes et rémunérations aux résultats mesurés individuellement par des indicateurs préalablement fixés pour chacun, ont pris le pas sur la rémunération basée sur la qualification. La

part individuelle a pris une place toujours plus grande dans la rémunération, décidée par les seules directions qui échappaient aussi à l'obligation de débattre des situations individuelles et collectives au sein des instances paritaires.

Le pilotage par objectifs individuels et la concurrence entre les salariés qui a progressivement disloqué les collectifs de travail. Des objectifs quantitatifs qui ne pouvaient représenter ni la complexité du travail réel ni la part indépassable du travail collectif dans le travail individuel.

- La stratégie de nomination de chefs inexpérimentés, partant du principe « qu'on a pas besoin de connaître en détail le travail pour le manager » ! Ainsi à la nomination des responsables des différentes structures, à commencer par celle des responsables d'équipe, auparavant réalisée sur la base des « savoirs métier » (ce qui contribuait à la promotion et l'évolution au sein de l'entreprise) a été substituée la nomination de managers choisis pour « des compétences managériales » mal identifiées. Affaiblissant ainsi la capacité de contestation des collectifs de travail par disparition des contraintes de l'activité dans les collectifs de direction. Un moyen de renforcer la réalité virtuelle des indicateurs au détriment de la réalité du travail !

Enfin la course à la réduction des coûts, préconisant « le recentrage de l'activité sur le cœur de métier », en mutualisant les autres activités, dites activités support, avant de les sous-traiter au nom du « faire-faire plutôt que faire » !

Malgré les résistances des salariés et des collectifs, malgré les mobilisations syndicales, ces principes ont fini par s'imposer !

Aujourd'hui dominants ils ont eu pour effet une transformation profonde de la structure et l'organisation de l'entreprise, une généralisation de la sous-traitance, l'éclatement des collectifs de travail et le développement de la concurrence entre les salariés. L'instauration d'une répression toujours plus grande contre toutes formes de résistances et de pensées « dissonantes » a conduit aux renoncements des salariés sous différentes formes, du désengagement à la démission et aux difficultés à recruter. **N'est-il pas temps de faire le bilan et le procès de ces principes managériaux qui détruisent non seulement les services publics mais aussi l'ensemble de l'outil productif ? Et de donner le pouvoir au travail vivant ?**

● Olivier Frachon

## Donner le pouvoir au travail vivant



**Dans le régime de domination capitaliste, l'aliénation est omniprésente**

## DE QUOI PROFESSION LIBÉRALE EST-IL LE NOM?

**Comme architecte, le choix libéral procède de la volonté de s'affranchir des subordinations inhérentes au salariat, porte une symbolique forte de ne plus « travailler » mais exercer une « activité » maîtrisée, et offre deux options :**

1/ Se donner une liberté d'organisation en « free-lance », au coup par coup des collaborations, comme mode transitoire avant une installation, mode durable de pleine activité, voire mode partiel permettant d'autres activités. La logique exacerbée de fragmentation peut pervertir ce choix par la précarisation auto-entrepreneuriale, exploitation exacerbée et servitude volontaire sans filet (droits liés au code du travail) !

2/ S'approprier son activité pour développer une œuvre personnelle, avec l'espoir d'une reconnaissance, voire l'ambition d'une renommée, accélérateurs de commandes et amplificateurs de revenus. D'où le besoin de collaborateurs, majoritairement salariés, transformant la structure libérale en une entreprise, très majoritairement des PME et TPE. Où souvent une coopération interne fluide garantit une efficacité accrue par le partage et la valorisation du sens du travail. Mais où les conditions de la commande peuvent imposer aussi de lourdes charges de travail et des emplois du temps chaotiques.

Se passer de médiation salariale confronte immédiatement à une somme de responsabilités directes : existentielle (obtenir des marchés et des contrats), financière (assurer un volume régulier de revenus à la hauteur des besoins), administratives, juridiques et assurantielles (sécurisant les commanditaires et les futurs usagers, et la légalité de l'exercice), et professionnelle (répondre dans les délais et dans les règles de l'art et de la déontologie contrôlées par des instances ad hoc aux commandes). Autant de défis et tensions permanentes absentes des formations initiales hors sol !!!

Répondre aux urgences des enjeux, exigences de sens et de qualité et complexités croissantes des projets induisent un volume de travail accru, non reconnu par la commande, dans des conditions subies, inégalitaires et sans cesse dégradées : mode de production capitaliste, spéculatif et marchand des constructions, des villes et territoires, concurrence acharnée, procédures techno-bureaucratiques, assujettissements à la financiarisation, et managements toxiques réduisant délais et budgets dans le privé comme dans le public !

Dans une logique corporatiste, les experts-démiurges, qui ne tiennent leur pouvoir que de l'obligation légale d'y avoir recours, peuvent se plaindre mais estimer faire le maximum pour bien faire leur travail dans le cadre stricte des commandes !

**Mais, en considérant l'architecture comme un rapport social relevant de nos fondements anthropologiques de faire monde en commun, tout architecte comme acteur social à lourde responsabilité éthique a l'empêchement de fait de bien faire son travail !** Le choix de se soumettre comme beaucoup, se démettre comme certains, ou de tenter de résister dans les rapports de force de plus en plus défavorables comme la majorité, montre que l'on peut exercer la même profession sans exercer le même métier. Mais dans le régime de domination capitaliste, l'aliénation est omniprésente. Parce qu'il est la forme très majoritaire de secteurs professionnels essentiels au bien-être sociétal et à la transformation sociale et écologique, et qu'il dit beaucoup du ressenti des conditions de travail, et des espoirs et illusions nourries de s'en affranchir pour mieux agir, l'exercice libéral est un enjeu politique majeur mais ignoré !

● **Makan Rafatdjou**

## LA LUTTE CONTRE LES SOUFFRANCES AU TRAVAIL : UN ENJEU FÉMINISTE ET POLITIQUE

Chaque matin à 6 h, Sophie enfle sa charlotte, sa blouse blanche et ses gants avant de rejoindre la chaîne de production. Employée d'un grand groupe de l'agroalimentaire, elle travaille au contrôle et conditionnement des yaourts. Devant elle, des dizaines de pots défilent sur un tapis roulant. Elle vérifie qu'ils sont bien scellés, sans défaut, et les place par lots dans des cartons. Son geste est rapide, précis, presque automatique. Parfois, une machine s'enraye. Elle appelle le technicien ou tente un premier réglage simple. Le bruit des machines, l'odeur du lait, le chronomètre rythment ses journées. À midi, elle retire ses gants, étire ses doigts endoloris et rejoint ses collègues à la cantine, avant de reprendre jusqu'à la fin du service.

**Si les souffrances au travail sont désormais visibles dans l'espace public, elles restent rarement associées aux travailleurs subalternes, et encore moins aux ouvrières non qualifiées.** Pourtant, ces femmes, souvent en contrats précaires et horaires décalés, sont les plus exposées aux risques psychosociaux : manque d'autonomie, insécurité de l'emploi, travail intense, absence de reconnaissance, etc. D'après les études du ministère du Travail, 75 % d'entre elles cumulent plusieurs de ces facteurs, contre 40 % des cadres masculins. Cette invisibilisation persiste, car leurs conditions de travail sont avant tout perçues sous l'angle de la pénibilité physique, alors qu'elles subissent aussi une forte souffrance psychique.

**Historiquement, la question des souffrances au travail a pourtant émergé à partir des mobilisations d'ouvrières et d'employées dès les années 1950, bien avant le « stress des cadres » des années 1990. Ces femmes dénonçaient alors les effets de la taylorisation :** épuisement, problème de sommeil, maux de têtes, irritabilité, tristesse, etc. autant de symptômes proches de ce qu'on appelle aujourd'hui le burn-out. Syndicalistes et scientifiques s'engagent et mènent des études pionnières sur la « fatigue nerveuse » de ces ouvrières du textile, de la métallurgie ou des employées des PTT. Ces recherches nourrissent les luttes syndicales, notamment en mai 1968, imposant pour la première fois la question de la souffrance psychique dans l'espace public.

Mais cette visibilité est de courte durée. Discours médicaux et patronaux disqualifient ces femmes, les qualifiant de « fragiles » ou « d'hystériques », rejetant leurs souffrances sur des causes individuelles. Avec la désindustrialisation des années 1980, la santé au travail passe au second plan, éclipsée par le chômage de masse. Les syndicats poursuivent cependant leurs actions,



alertant sur le burn-out des soignantes, travailleurs sociaux ou des employés, victimes d'un travail de plus en plus intense et précaire. Pourtant, c'est seulement lorsque les syndicats, notamment la CFDT et la CFE-CGC, s'emparent du stress et des suicides des cadres, particulièrement chez Renault et France Télécom, que la souffrance au travail devient un véritable problème public.

**Aujourd'hui, alors que nombre de discours appellent à « redonner du sens au travail », il est essentiel de rappeler que la santé au travail est au cœur des rapports de domination.** Les difficultés des ouvrières et employés restent peu politisées, freinant les prises de conscience collective. Pourtant, l'histoire montre que les syndicats, lorsqu'ils bâtissent des alliances larges (scientifiques, associations, politiques), obtiennent leurs plus grandes victoires. Face à la précarisation et à l'intensification du travail, ils restent les seuls à porter la voix des classes populaires. Agir contre les souffrances au travail est donc un enjeu à la fois féministe et populaire de premier plan. C'est également un enjeu politique car plusieurs études pointent que les inégalités face à l'emploi, la précarisation et la dégradation des conditions de travail peuvent nourrir la xénophobie et le racisme et alimenter le vote à l'extrême droite.

● Rémy Ponge

*Se tenir debout, Un siècle de luttes contre les souffrances au travail*, Rémy Ponge  
La Dispute, 2025, 260 p., 22 euros



# QUESTIONNER LES FRONTIÈRES DU TRAVAIL

## DE QUOI LE TRAVAIL EST-IL LE MOT ?

**Nous avons besoin de nous dégager des définitions forgées par l'idéologie des capitalistes. Afin ne plus nous limiter à dire NON mais de mettre au cœur de l'actualité ce que doit devenir être travailleur/se. Au tour des exploitateurs d'être le dos au mur.**

Les mots : « emploi » suppose des employeurs et des employés, n'est-ce pas dans le non-dit un rapport de dépendance ? « Re-traité »... en retrait de quoi ? ; « temps libre »... ah ? Parce qu'autrement, on n'est pas libre ?

Travailler, est-ce exécuter une tâche ou jouer un rôle social ? Un chauffeur de bus, il conduit un bus ou permet du rapport social ? Ça n'a pas la même valeur. Et avec un prof dans le bus qui enseigne, n'y a-t-il pas de fait un échange de services mutuels même s'ils ne se connaissent pas ? Mis à part les boursicotiers et les criminels, peu d'activités échappent à cet échange solidaire. On l'a vu avec les soignants lors du Covid ; et c'est lors de la grève des éboueurs qu'on a pu mieux mesurer leur apport.

**Au travail, on recourt de plus en plus à son intellect et à son esprit d'initiative.** Gamin, j'ai vu ces chauffeurs de locomotives qui, à l'arrêt, tapaient avec un maillet pour savoir si la roue avait trop chauffé. Ils transmettaient à leur hiérarchie qui décidait de la nécessité ou pas d'un nouvel usinage. Maintenant un ouvrier soulève sur un trépan un TGV et, avec une machine à commande numérique, mesure au micron près les usures de la roue. Il est sa propre hiérarchie pour décider s'il faut re-fraiser la roue, de combien et comment. Il y a 40 ans, un journaliste écrivait son article au crayon (conceptualisation) puis le dictait à une sténodactylo qui l'envoyait à la mise en page (exécution). Aujourd'hui il tape sur son micro son article et l'envoie lui-même à la mise en page. Il le tape au fur et à mesure qu'il le conçoit. Non seulement conception et exécution sont réunies dans la même personne mais aussi dans le même temps de travail. On voit à quel point la démocratie dans l'entreprise retarde. Question d'efficacité.

Seules les heures passées à la tâche sont à prendre en compte ? Un prof de lettres qui, le dimanche va au théâtre, il se détend ou il travaille ? Après Tchernobyl, EDF a testé ses capacités de réactivité en cas d'accident dans ses centrales nucléaires. Il ressort que cette réactivité est dépendante du bien être ou du stress des personnels concernés. Tiens ? Les congés payés font partie de la sécurité nucléaire ! Nombre d'entretiens d'embauche font

**Travailler, est-ce exécuter une tâche ou jouer un rôle social ?**



- sans le reconnaître - ressortir que l'employabilité (quel mot !) dépend aussi de la manière dont la personne s'immerge dans la société, donc de son « temps libre ». **Le hors travail participe aux « compétences ».** Question d'efficacité.

Travail domestique et société : pour des enfants en bas âge, il y a des personnels qualifiés ; c'est un rôle social. Et des parents ou grands-parents qui s'occupent des mêmes, ce n'est plus un rôle social ?

**Qu'entendre par richesse pour une société ? Un chiffre d'affaires ? Ou sa capacité à se développer en répondant aux besoins de la personne et en favorisant ses capacités à apporter aux autres ?** Pour cela, le rôle des services publics est déterminant. Question d'efficacité. Les USA ont pu s'en passer en pillant la moitié de la planète.

Dès lors, quid de la rémunération ? Il y a déjà une reconnaissance implicite qui provoque des brèches dans le rapport salarial : les congés payés, les congés de formation professionnelle, les congés maternité qui participent à la reproduction de la société...La rémunération ne devrait-elle pas être la reconnaissance de l'unité de l'activité humaine donc être à vie en fonction de la qualification ?

Nous sommes dans l'actualité. Déjà des jeunes refusent de s'intégrer dans des normes qui nient la personne. **Disputer pied à pied les critères managériaux, c'est se libérer.**

● Pierre Zarka

## TRAVAIL GRATUIT : REPENSER LES FRONTIÈRES DU TRAVAIL ET NOTRE ÉMANCIPATION

**L'apport des féministes qui ont pensé le travail domestique comme travail gratuit n'a pas été de dire « dégageons l'amour et regardons juste l'exploitation » mais de nous obliger à penser les deux, ensemble.**

Elles nous ont poussées à sortir de la pensée dichotomique produite et entretenue par l'ordre social patriarcal et capitaliste, et à prendre acte du fait que, non seulement l'exploitation ne s'oppose pas à l'amour ni d'ailleurs à la passion ou à l'engagement, mais que ces derniers pouvaient même en être un ressort principal. Ce faisant, elles ne nous ont pas dit pour autant que les sentiments, les affects ou l'engagement citoyen, étaient réductibles uniquement, et pour toujours, à une mystification du Capital. En mettant en lumière la façon dont la valeur pouvait être produite sur le dos de nos valeurs et combien nous étions, en quelque sorte, doublement expropriées par ce processus, elles ont montré comment on devait lutter pour se réapproprier notre travail, la valeur – et le monde – qu'il produit, mais aussi les valeurs pour lesquelles nous sommes prêtes à nous y engager. En construisant une autre analyse de l'exploitation, elles ont dessiné une autre perspective pour l'émancipation : une perspective où l'émancipation ne se joue

**Une perspective où l'émancipation ne se joue pas dans l'« en-dehors » du travail mais dans sa réappropriation**

pas dans l'« en-dehors » du travail mais dans sa réappropriation, une perspective qui se propose de redéfinir et de réunir la classe des travailleur·ses dans l'espoir d'en dégenrer, enfin, la figure.

Contester les frontières du travail et mettre en lumière les rapports sociaux qui les construisent a un prix : le constat que nombre des revendications émancipatrices portées par la gauche pour « libérer du travail » s'appuient en réalité sur une conception androcentrée de celui-ci. L'équation « baisse du temps de travail égale plus de temps hors travail » pose question... plus de temps « hors travail » pour qui – ou ce qui revient au même : de quel « travail » parle-t-on ici ? Le temps libéré du travail (salaire) est-il nécessairement du temps libéré du travail ? de l'exploitation ? Et donc du capitalisme ? Plus de temps libre pour faire quoi ? Plus de bénévolat et de volontariat pour faire tenir, coûte que coûte, nos services publics sous perfusion ? Plus d'économie collaborative sur Internet pour enrichir les GAFAM ? Plus de travail domestique, familial ou de *care*, mais plus pour qui ? Pour les hommes ? Et comment ? Par quel mécanisme prendraient-ils soudain leur part ? Pour les femmes, donc, vraisemblablement... mais lesquelles ? Celles des classes moyennes ou supérieures qui en ont, elles aussi, transféré, en partie au moins, la charge, dans des conditions de travail et de rémunération pour le moins précaires, sur les épaules des femmes racisées des classes populaires ? Et quand le temps « libre » de l'emploi d'une partie de ces dernières est consacré à un « travail de subsistance » quotidien, est-ce vraiment *davantage* de ce temps gratuitement consacré à rechercher l'équilibre des conditions matérielles de l'existence individuelle ou

familiale qu'il nous faut revendiquer ? **Du point de vue d'une conception du travail au féminin neutre, le risque est grand que l'appel à la libération « du » travail ne se transforme en réalité en manne de travail gratuit pour le monde associatif, les services publics, les entreprises et, *in fine*, le système capitaliste... sans le moins du monde régler les enjeux de classe, de genre et de race de la division du travail, enjeux qui sont encore plus prégnants dès que l'on intègre le travail invisible et gratuit dans l'analyse.** (...) Au lieu de rêver de traverser les frontières pour conquérir un « hors-travail » pour le moins situé socialement, ne nous faut-il pas plutôt chercher à récupérer le crayon qui les trace ? L'enjeu politique du travail, ce n'est pas son périmètre mais sa propriété. L'enjeu, c'est la réappropriation de notre travail au sens de ce qui produit nos vies, c'est « notre souveraineté sur le travail » pour reprendre l'expression de Bernard Friot. Mais, et c'est bien là que les frontières importent, cette souveraineté ne pourra être totale, au sens de nous concerner toutes, que si elle porte à la fois sur notre travail productif et notre travail reproductif, sur le visible comme travail et l'invisible comme tel – que celui-ci soit exercé de gré ou de force –, sur ce travail qui est aujourd'hui rémunéré et celui qui ne l'est pas.

● Maud Simonet



Extrait de : *L'imposture du travail - Désandrocentrer le travail pour l'émanciper*, 10/18, 2024, pp 68-71

# LE BÉNÉVOLAT INTERROGE LE TRAVAIL

**Le bénévolat qui a un certain nombre de caractéristiques communes avec le travail rémunéré et l'emploi, mais aussi des différences notables comme l'absence de rémunération, peut permettre de réfléchir autrement le travail.**

Il y a aujourd'hui 16 millions de bénévoles en France : 48% d'hommes et 52% de femmes ; 31% de jeunes de 15 à 34 ans, et 26% de plus de 65 ans ; 11 millions dans des associations, c'est l'équivalent de 1 320 000 à 1 460 000 temps pleins...

Le bénévolat se déploie dans les domaines les plus divers : la culture, le social, l'éducation, l'informatique, la plomberie, la menuiserie, l'électricité etc... Un débat s'ouvre parfois à ce sujet : les bénévoles prendraient-ils la place et l'emploi des jeunes ? Ce n'est sans doute pas tout à fait le cas car ce ne sont pas les mêmes modes ni les mêmes conditions de travail, mais cela révèle les proximités et différences entre le travail versus l'emploi et le bénévolat... D'où la possibilité de repenser le premier au regard du second.

Le bénévolat se définit comme « action non rémunérée au bénéfice d'autrui pour une cause ou un intérêt collectif » ; et le travail peut se définir comme « activité de l'homme appliquée à la production, la création, l'entretien de quelque chose : travail manuel, intellectuel » ... L'emploi, enfin, comme « tout travail permettant de percevoir un revenu au titre du travail effectué, durée, rémunération, droits, lien de subordination ou non le définissent ». On peut donc dire que les bénévoles effectuent un travail mais sans emploi...

Sans rémunération, le bénévolat interroge le sens du travail : produire, créer, entretenir, correspondent tout à fait aux activités bénévoles comme au travail rémunéré ; par contre le bénévolat n'est pas lié par une rémunération et tout ce que cela comporte... D'où la question : en quoi et dans quelle mesure la rémunération impacte-t-elle le sens du travail ?

La rémunération et l'exigence de rentabilité du travail, et notamment du travail salarié, entraînent des conditions de man-

gement et imposent aux travailleurs conditions de travail et soumission aux contraintes organisationnelles... Ce qui n'est pas le cas du bénévolat... Si le bénévolat partage avec le travail salarié l'exigence de compétences et un engagement (sans contrat) il a l'avantage d'être libre et volontaire, et non contraint, de permettre des marges de manœuvre, des initiatives et une certaine maîtrise de son action, au-delà de la seule exécution.

Certes le salaire est souvent la première raison du travail pour beaucoup de travailleurs, mais il peut s'agir aussi d'un épanouissement, d'une réalisation de soi, d'un statut social et d'une reconnaissance sociale et, là, le bénévolat remplit exactement les mêmes attentes<sup>1</sup> : certains retraités bénévoles disent vivre enfin leurs passions (par exemple la lecture aux enfants des écoles ...), d'autres y voient une deuxième chance, d'autres la possibilité de mettre à disposition des compétences, d'autres enfin de militer et/ou de participer à la vie locale, ce que les jeunes bénévoles et les militants (entre autres) cherchent aussi.

Le bénévolat permet aussi d'être inventif et novateur, et de prendre des initiatives en créant des services en réponse à des besoins sociaux pour lesquels la société n'a pas de réponse, initiatives qui peuvent être ensuite relayées par des politiques publiques, c'est-à-dire du travail rémunéré... ou bien qui resteront dans le domaine du gratuit pour la société ce qui peut paraître injustifiable.

## **Serait-il vraiment utopique de chercher à retrouver ces caractéristiques du bénévolat dans l'emploi salarié ?**

C'est un peu la revendication de beaucoup de travailleurs salariés : au-delà de la simple exécution de leurs tâches, être maître de leur travail, en décider l'organisation et se donner le temps et les moyens de le faire bien dans une certaine indépendance et dans de bonnes conditions ...

● **Bénédicte Goussault**

<sup>1</sup>. B. Goussault : Que faire de sa retraite /Une vie à inventer éditions de l'atelier 2015

## PENSER LE TRAVAIL TOTALITAIRE POUR BRISER NOS ALIÉNATIONS<sup>1</sup>

En rappelant la perspective révolutionnaire de Marx « comprendre ce qui se passe pour le transformer, saisir le « vécu » pour frayer le chemin de la vie », Henri Lefebvre nous invite à ne jamais étudier le capitalisme sans en **explorer les contradictions et leur impact sur nos vies quotidiennes, c'est-à-dire sur la re-production des rapports de production**<sup>2</sup>. Ces rapports de rapports sociaux ne se concentrent pas dans l'entreprise, dans les formes d'emploi et dans les diverses formes familiales, mais se diffusent largement dans l'urbain où le travail et ses formes d'exploitation s'étendent jusque dans l'assujettissement des loisirs. Faute d'être pensées et de faire sens pour orienter les voies de l'émancipation du système, les analyses syndicales et politiques s'appauvrissent, n'éclairant qu'une face visible des oppositions existant réellement entre capital et travail, un peu celle que révèle le programme « très réformiste » du NFP. La face non éclairée, celle où règne l'appropriation de la mise au travail forcée et combinée de l'ensemble de la population, via les techniques de l'automation, n'est intégrée qu'à la marge. On en trouve quelques références à propos des travailleurs intermittents, ceux de la livraison ou ceux du spectacle. Du traitement des contradictions que cela peut induire entre les exploités pour lutter contre, et pour construire une solidarité de classe, on n'en trouve pas traces !

En pleine réflexion sur l'écriture de cet article, deux sollicitations, tout à fait en phase avec, me sont faites sur l'écran de mon téléphone.

La première c'est une pub qui me propose de commander à manger et de

1. Patrick Rozenblatt, *Le travail totalitaire*, Éditions Syllepse, 2025.

2. Henri Lefebvre, *La survie du capitalisme*, Éditions Anthropos, 1973.

me faire livrer en chargeant d'abord une application. Que me propose son logiciel ? De choisir d'abord un restaurant, puis de parcourir la carte, puis de taper une commande, ensuite de payer, voilà pour mon travail. **De travail il s'agit bien puisque la plateforme me fait faire de façon totalement subordonnée les tâches d'une logistique de serveur à respecter impérieusement.** S'engage alors un processus où d'autres humains vont intervenir dans un temps urgent : ceux qui travaillent en cuisine, puis ceux qui vont me livrer. De leurs conditions de salaires et de travail, de leurs types de contrats je ne saurais rien, de même que des risques pris pour me livrer à l'heure. Et cerise sur le gâteau, l'application me recontactera pour porter un jugement d'évaluation sur le travail accompli me faisant participer à un contrôle disciplinaire où le rapport au temps est déterminant.

La seconde provient de ma banque pour m'annoncer qu'elle s'associe avec d'autres pour ouvrir un réseau de distributeurs mutualisés permettant de produire de multiples opérations de caisse. **On est là face à l'enracinement d'une rationalisation accrue d'une externalisation de l'emploi bancaire qui ne fait nullement disparaître le travail mais le redistribue pour le plus grand profit du capital sur des opérateurs-clients.** Devant ces distributeurs ou devant leurs écrans chez eux ou dans la rue, ils sont de plus en plus aliénés dans un isolement qui leur interdit de fait de réfléchir pour les contester les rapports a-sociaux qui leurs sont imposés. Rencontrer un conseiller dans une agence relèvera bientôt d'une anomalie sauf pour les plus solvables (crédits immobiliers ou placements). Ce temps de travail impensé et volé s'amplifie par les multiples propositions que la banque propose dorénavant pour organiser « le temps libre des loisirs », via le partage d'autres plateformes. Les



processus d'accès initiaux y sont identiques et votre « droit à la paresse » y est encadré pour vivre l'illusion qu'aucun instant ne sera inutilisé pour valoriser le cycle « travail-argent-programmation du temps-consommation-travail ».

**L'expansion de la marchandisation dans tous les rapports de la vie quotidienne s'accompagne sous de multiples formes de l'expansion du vol du travail et elles fondent ensemble la suprématie aliénante du travail totalitaire.** Plus de profits pour le capital et moins de revenus pour le travail et la redistribution collective, plus de temps travaillé, plus de temps marchandisé et aliéné, au final moins de moyens et de temps pour penser, combattre et imaginer des rapports quotidiens plus égaux et solidaires. Aucun mouvement alternatif à la survie du Capitalisme ne pourra se construire sans l'appropriation par toutes et tous d'une critique pratique des rapports multiples que nous entretenons dans la vie quotidienne.

● Patrick Rozenblatt



# EMPLOI, TRAVAIL : LES MAINS DU TERRITOIRE...

**Le bras long du travail se manifeste dans des territoires, pas seulement dans des entreprises. D'autant que celles-ci, peu ou prou, ont des liens, des contraintes et des synergies avec le territoire dans lequel elles sont implantées.** Une partie du travail, donc des emplois, répond essentiellement à des besoins de la financiarisation, du productivisme ou du consumérisme. Une autre part sert d'outils à la police sociale et aux « besoins » d'une société de surveillance et de dominations. Dans un cas comme dans l'autre, l'utilité sociale réelle de ce travail et de ses emplois est fort douteuse. En tout cas du point de vue de notre visée de transformation du monde et - plus encore - d'une vie meilleure dès aujourd'hui, individuellement ou collectivement.

En se mondialisant, le capitalisme a imposé une hégémonie du chiffre. La rentabilité est devenue le moyen et la fin de toute activité de travail. La circulation accélérée du capital s'est faite dogme et impératif des modes de production. Le « lean management » a parcellisé les gestes, distingué et divisé les collectifs de travail et plus largement les rapports entre ateliers et entreprises. La chasse aux « temps morts » a réduit, voire détruit bien des avantages du travail réel, niant l'intelligence des travailleur-se-s. Le chantage à la délocalisation est devenu dans bien des cas une pression contre

les droits, les salaires et les conditions de travail.

Face à ces constats la riposte est depuis quelques années la « désertion » des bifurqueurs, l'aspiration à être maître de son travail, quitte à verser dans un auto-entrepreneuriat piégeant. **La réponse coopérative sous différentes formes est un autre choix.**

**Cherchant sa voix, la volonté de reprendre la main sur son travail et son emploi, se conjugue avec le ras-le-bol de mobilités trop fréquentes, trop coûteuses en temps, compliquant la vie familiale et personnelle.**

Le « lean management », la parcellisation des tâches et l'uberisation à tout va ont abîmé et nié les savoir-faire, racorni les métiers, facteurs forts d'identité au travail et dans la société, « contraignant » des travailleur-se-s - salarié-e-s ou pas - à changer de « métier » et d'entreprise quand leurs ancien-ne-s pouvaient évoluer tant dans leur métier (et emplois) qu'au sein de l'entreprise ; les collectifs de travail en sont d'autant affaiblis et avec eux l'intelligence en actes du travail réel ; la dictature des normes et des procédures se substitue à l'efficacité concrète de ceux et celles qui font. Dans l'emploi même, la volatilité des gestes éloigne encore la personne au travail de la réalisation perçue et maîtrisée de son utilité sociale.

**Vivre et travailler au pays ! Cette revendication n'avait rien de fortuite dans les années qui ont suivi 68.** Trop peu prise en compte par le syndicalisme, ignorée des conventions collectives, on en a surtout retenu les dimensions de développement local (de durabilité économique locale plutôt). Mais l'économie circulaire, les circuits courts, avec tout l'intérêt très positif qu'ils présentent, se sont surtout préoccupés de renouveler et faire entrer la consommation dans la transition écologique (et un peu sociale), la question sociale et la transformation du travail, la mutation du travail y sont moins prioritaires... Dès lors, les besoins de territoire peuvent-ils redonner du sens au travail ? On voit bien, dans les zones désindustrialisées et en ruralités, l'enjeu posé ici. **Le développement de tiers lieux mélangeant différentes formes de travail, divers emplois, souvent très ancrés dans leur territoire en est un exemple. Et pas seulement pour occuper des friches immobilières. Des friches de l'activité utile aussi...**

Dans un autre champ, la façon dont des maires ruraux - ou en quartiers populaires - inventent de nouveaux sites de médecine et de soins rompt avec une parcellisation du travail médical et renoue avec des besoins de « prise en charge globale ». Le même mouvement existe dans le domaine de l'insertion.



**Si l'on parle souvent du temps de travail, on néglige trop le temps DU travail.** Pas seulement quand on est au boulot, mais aussi tout ce temps qui nous permet d'y aller et d'en partir, de le préparer et de faire les transitions (vers l'école des petits par exemple). Mobilités qui ne sont pour rien dans la mal-vie des péri-urbains et péri-ruraux, et que le mouvement des gilets jaunes a poussé au-devant de l'actualité. Que justifient les choix de s'installer loin de son travail, d'y consacrer une bonne partie de son salaire, si s'accumulent inconvénients et angoisses ? Ce que peut justifier un tra-

**Faire société autrement suppose qu'au boulot aussi, la donne change**

vail intéressant dans un emploi décent et « bien payé » s'inscrit dans un paradigme aliénant quand ces conditions ne sont pas remplies.

L'urbanisation, l'évolution des forces productives, les spécificités accrues de bien des sites font l'objet d'accords tacites locaux, mais jamais formalisés. Le chantier du Stade de France dans les années 90 a mis au jour ces réalités ; les centrales nucléaires, les centres commerciaux créent des conditions particulières, propres à chaque site. Ceci ne participe-t-il pas à la qualification du travailleur concerné ? De nouveaux droits devraient reconnaître l'ancrage d'un travailleur, d'un emploi. Il n'y a pas que les conditions climatiques qui modifient l'exercice d'emplois au travail identique.

**Les sites de travail sont chacun l'épicentre d'un acte, d'un temps Du travail.** Pourquoi le salarié - qui n'y a aucune responsabilité - devrait-il assumer seul difficultés d'accès et modalités de

circulation interne (cf. la ville interne du campus SFR à la Plaine Saint-Denis ou à Odysseum à Montpellier) ?

Des conventions de site ouvrant à des droits individuels devraient compléter conventions collectives, accords d'entreprise et carrière individuelle.

Les mains du territoire sur le travail et les conditions d'emploi ne peuvent être reconnues et valorisées par des aménagements à la domination capitaliste que le système ne peut plus - ne veut plus - assumer et financer. Là aussi l'eau tiède ne fait pas l'affaire. C'est sans doute dans une mutation profonde qui suscite les conditions et outils d'une réappropriation du travail, individuelle ET collective. En quelque sorte, est posée là la nécessaire auto-organisation de la production, quelle qu'en soit la nature. La « Démocratie » au travail est plus que jamais impérative. Faire société autrement suppose qu'au boulot aussi, la donne change.

● Patrick Vassallo

## MAÎTRISE DU TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS : PARTIR DES DÉJÀ-LÀ COMMUNISTES

**Une classe dirigeante ne l'est pas parce qu'elle maîtrise l'argent, mais parce qu'elle maîtrise le travail source de la valeur, et donc l'argent.**

La maîtrise du travail est le cœur de la lutte de classes, et pour cela la classe dirigeante joue sur la propriété de l'outil de travail et sur le double chantage à la dette et au marché du travail (ou - pour les indépendants - des biens et services). Sortir de cette logique est nécessaire pour accompagner la prise de contrôle du travail par les travailleurs-citoyens.

Le changement de propriété de l'outil ne change pas la donne si un appareil d'État remplace un capitaliste : on l'a vu dans les pays socialistes, et dans le nôtre où la bourgeoisie a veillé avec le plus grand soin à étatiser banques, entreprises ou

services publics (d'éducation ou de santé en particulier) afin d'éviter leur socialisation. La propriété étatique de l'outil est la variante bourgeoise de sa propriété capitaliste. Jacques Bidet a montré les deux composantes de la classe dirigeante, celle des capitalistes et celle qu'il désigne par le terme de « compétents »<sup>1</sup>.

L'absence d'analyse de ces deux segments de la bourgeoisie a nourri les stratégies sociales-démocrates et stalinienne (ces deux variantes cousines du mouvement ouvrier) fondées sur l'illusion d'un socialisme d'État prétendument préparatoire au communisme.

**Cette attente du communisme pour après-demain résulte d'une analyse a-marxienne du capitalisme comme structure de domination sans classe révolutionnaire en capacité d'instituer des alternatives au capitalisme dans le capitalisme-même.** Elle rend aveugle sur les déjà-là communistes et conduit à donner la priorité à la prise électorale du pouvoir d'État. Cécité et priorité qui font obstacle à la mobilisa-

tion nécessaire à la prise de pouvoir sur le travail dans les entreprises et les services publics<sup>2</sup>.

Or sur les trois terrains bourgeois de la propriété de l'outil et des chantages à la dette et au marché du travail nous avons des déjà-là communistes sur lesquels nous appuyer pour cette prise de pouvoir sur le travail.

La propriété de l'outil est communiste si elle n'est le fait ni d'un appareil d'État ni des capitalistes, mais des citoyens : les collectifs de travail sont les propriétaires d'usage de l'outil, qui du point de vue patrimonial appartient à la collectivité citoyenne du territoire de l'entreprise ou du service public concernés. Nous en avons les prémices, à l'échelle nationale, dans la gestion partiellement ouvrière du régime général entre 1947 et 1967, et à l'échelle locale, dans toute une effervescence de propriété patrimoniale démocratique de foncier, de forêts, de boulangeries, de médias, de maisons de santé, etc. confiés en propriété d'usage à leurs travailleurs.

1. Jacques Bidet, *L'écologie politique du commun du peuple*, Le Croquant, 2022

2. Bernard Friot et Bernard Vasseur, *Le communisme qui vient*, La Dispute, 2024

**La maîtrise du travail est le cœur de la lutte de classes**



L'avance monétaire nécessaire à la production peut échapper au crédit (public ou privé) qui domestique les travailleurs en les posant comme endettés avant même qu'ils commencent à travailler. Car nous avons deux déjà-là communistes considérables de l'avance des salaires à la place de l'avance d'un crédit : par la banque centrale (avant l'interdiction communautaire d'avances directes aux États) s'agissant du salaire des fonctionnaires, par la caisse d'assurance-maladie lors de la mutation de l'appareil hospitalier et ambulatoire dans les années 1960-70 qui connaissent une forte hausse du taux de cotisation.

Quant à la libération du chantage au marché du travail, le statut de la fonction publique, copié dans ceux de la SNCF,

de la RATP, de l'EDF-GDF, dissocie le salaire du contrat de travail pour en faire un attribut de la personne, payée jusqu'à sa mort. Et dans le régime général les salariés du privé deviennent eux aussi titulaires d'un salaire de référence dans leur pension de retraite. De sorte qu'aujourd'hui 17 des 50 millions de majeurs résidant sur le territoire sont titulaires de leur salaire tandis que, de 1946 à 1990, les allocations familiales étaient elles aussi un salaire avant le remplacement de la cotisation par la CSG.

Ces conquies communistes n'ont de sens (et de viabilité à long terme) que généralisés au service d'une prise de pouvoir sur le travail. **De tous les travailleurs, les fonctionnaires sont les plus en capacité de le faire, d'où leur res-**

**ponsabilité particulière.** S'organiser collectivement, en lien avec les usagers, pour maintenir en activité une classe, une maternité ou un tribunal fermé, pour ne pas appliquer les réformes du RSA ou de l'AME, pour rédiger les programmes nationaux des collèges et lycées, pour faire à l'hôpital de la clinique contre les protocoles : c'est là le nouveau front de l'action syndicale et politique dans les services publics. **Car la puissance des travailleurs est considérable puisque ce sont ceux qui font le boulot. C'est cette conquête communiste du pouvoir sur le travail dans l'État qui est le cœur d'une non-illusoire prise électorale du pouvoir d'État.**

● Bernard Friot

# VERS UN MANIFESTE POUR LA DÉMOCRATIE DU TRAVAIL

**Nous avons créé en 2019 les Ateliers Travail et Démocratie pour contribuer à faire que la démocratisation du travail (re)devienne un enjeu politique majeur, pour les acteurs sociaux et les politiques publiques. Notre assemblée générale de 2024 a lancé un processus d'écriture collective d'un Manifeste, destiné à ramasser l'essentiel de nos réflexions et propositions.**

Le travail est certes source de trop d'accidents et de maladies parfaitement évitables. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que travailler est un déterminant majeur de la santé, du développement et de l'émancipation. Nous disons « travailler » plutôt que « le travail », pour insister sur cette dimension de l'expérience vécue par chacune et chacun d'entre nous. Ce que nous faisons concrètement au travail, c'est ce que les ergonomes ont appelé « le travail réel » par différenciation du « travail prescrit ». Ce que d'autres courants de recherche nomment « l'activité » (l'ergologie ou la clinique de l'activité), ou « le travail vivant » (la psychodynamique du travail).

Lorsque nous travaillons, nous nous confrontons sans cesse, quel que soit le secteur d'activité ou le poste que nous occupons, à des problèmes ou des questions inédites que le management ne peut jamais pleinement anticiper. Même dans les postes les plus taylorisés, comme dans le travail à la chaîne où les « fiches d'opération standard » détaillent l'ensemble des gestes à effectuer et l'ordre dans lequel ils doivent s'enchaîner, les salarié.es bloqueraient la production s'ils et elles se contentaient de simplement faire ce qui leur est prescrit. Chaque jour les personnes au travail résolvent les problèmes qui surgissent sans cesse en situation (un.e patient.e qui réclame plus d'attention, un outil qui manque, des défauts dans les pièces à monter, le retard pris par le collègue...).

**Pourtant les organisations du travail et le management par les chiffres obligent à faire trop vite, sans coopération ni formation adéquates, sans les moyens nécessaires pour faire face, sans le temps de construire des repères partagés entre collègues pour bien faire le travail, y compris du point de vue écologique.**

## Il faut ralentir pour délibérer



Cet étouffement du travail vivant, cette soumission de l'activité à des normes financières et abstraites venues d'en haut, a aussi de graves conséquences sur la démocratie : **en véhiculant des normes politiques de soumission et de passivité dans le travail, elle contribue à faire le lit du désengagement citoyen et même de l'extrême-droite autoritaire**, comme l'ont montré nombre de recherches.

Ces enjeux fondamentaux ne se posent pas seulement dans les entreprises privées soumises à une gouvernance actionnariale distante et mondialisée, mais aussi dans le secteur public, vidé de sa vitalité par les réformes incessantes. Et même dans nombre des structures « coopératives », associatives, alternatives : s'il ne faut pas nier l'intérêt de certaines formes juridiques, force est de constater que les normes générales d'encadrement du travail auxquelles elles obéissent souvent, ne constituent pas une réponse suffisante aux enjeux de l'activité. La pénibilité du travail peut y perdurer et la question du travailler et de ses ressources n'y est que rarement posée.

**Reconnaître que le travail est une source de développement et doit être émancipateur, reconnaître qu'il**

nous faut une véritable politique du travail vivant, concret, quotidien, dans ce que le plus banal recèle de ressources, ne veut pas dire qu'on doit faire du travail un absolu de la vie ! Au contraire cela revient à redonner au travail sa (bonne) place dans la vie, avec les limites qui s'imposent. **La possibilité d'un développement et d'une émancipation dans le travail supposent que le sens, les finalités du travail, son utilité, soient questionnées en permanence afin que le travail s'érige en bien commun où se cherchent et se mettent en œuvre des solutions aux multiples problèmes sanitaires et environnementaux qui se posent aujourd'hui.**

Pour cela, il est nécessaire de promouvoir une dés-intensification du travail, d'en finir avec le travail pressé, de réfléchir ensemble aux enjeux posés par l'urgence écologique : il faut ralentir pour délibérer. Nous devons prendre ensemble le temps de cultiver les ressources ordinaires mais méconnues du bien travailler : l'expression et la transmission des savoir-faire, la coopération formelle et informelle, entre travailleur-ses et avec les usager-es et riverain-es...

**Nous proposons de (re)donner au travail la place centrale qu'il devrait avoir dans le débat public et ce à tous les niveaux de la société.** Notre Manifeste veut en finir avec l'idée du travail « tripalium », ou malédiction inévitable : il veut promouvoir une politique du bien travailler, qui passe obligatoirement par une reprise en main du travail et de son organisation par les personnes directement concernées. Pour convaincre de cette nécessité, nous voulons donner de la visibilité non seulement aux atteintes à la dignité, à la santé physique et mentale des personnes au travail ; mais aussi et surtout à toutes les inventions et alternatives grâce auxquelles elles parviennent malgré tout à faire leur travail, à recréer du collectif et de la solidarité, à tenir la société à bout de bras, quelles que soient leurs croyances, leurs origines ou leur condition sociale. **Nous ne pouvons sauver la démocratie qu'en partant du travail.**

● Thomas Coutrot

## TRAVAIL ET DÉMOCRATIE : UN MANIFESTE EN CHANTIER



Les Ateliers Travail et Démocratie poursuivent leur élaboration d'un manifeste, dont le thème et les contenus ne peuvent laisser insensible *CERISES*.

Lundi 17 février, en présentiel et en visio, on s'est penché sur la manière dont nous produisons, les rapports sociaux qui se nouent dans le travail et

comment le « tournant gestionnaire » de l'organisation du travail a grandement contribué à la désagrégation des solidarités sociales. Le « management à la Musk » en constitue la radicalisation autoritaire. Comment comprendre et contrer ces évolutions mortifères ?

Ont ainsi été abordées plusieurs questions essentielles :

- comment prendre en compte le travail réel dans les critères de gestion ?
- qu'est-ce que la démocratisation au travail pour les travailleurs des plateformes ou des autoentrepreneurs/ses ?
- l'efficacité : qu'est-ce qu'on entendrait par-là ? efficacité du travail salarié ? par rapport à l'entreprise ?
- des témoignages ont montré comment une certaine mystification du métier (ex : minier) empêche une démarche critique (Travail et santé, notamment).
- quelles articulations avec santé publique et écologie (déclaration de Philadelphie). Pourquoi, pour quoi travailler ? Comment travailler ?
- démocratiser le travail = changer le travail ? Lui donner un autre sens, une autre utilité économique et sociale ? Démocratie dans l'entreprise – démocratie dans la société.
- les PME, la situation des entreprises de l'ESS, et en particulier les coopératives relèvent d'intéressants aspects contradictoires.

● Patrick Vassallo



## Démocratie Manifeste

Ces derniers mois, plusieurs auteurs abordent la démocratie en crise : Alain Bertho, Marcel Gauchet, Samuel Hayat... Signe des temps ! Les enquêtes d'opinion sont alarmantes. Beaucoup de nos concitoyens jugent la démocratie inefficace, beaucoup pensent qu'un chef autoritaire devrait conduire les affaires du pays. Ces considérations se confirment dans les choix électoraux : une forte poussée de l'extrême-droite à travers le monde (USA, Allemagne, France, Italie, Argentine). Si l'on remonte dans le temps, l'immense majorité des philosophes de Platon à Nietzsche sont sceptiques à l'endroit de la démocratie. La démocratie, est-ce qu'on y croit vraiment ? Est-ce vraiment possible ? Je veux parler de la démocratie au sens étymologique du terme : le pouvoir du peuple par le peuple.

Ce livre explore ce concept pour mieux le délivrer des infamies qu'il a subies. Car la démocratie ne se réduit pas à voter. Or la bourgeoisie a toujours essayé de conjurer le risque démocratique et a expliqué qu'il fallait un personnel qualifié pour décider et agir. A l'heure où le capitalisme fait sombrer l'humanité dans le chaos, il nous semble urgent de revisiter avec Barbara Stiegler et Christophe Pébarthe la démocratie pour lui donner un sens politique émancipateur.

### ● Daniel Rome

*Démocratie Manifeste*, Barbara Stiegler et Christophe Pébarthe, Éditions Le Bord de l'eau, 2023, 168 pages, 12€



## Frotter frotter

« *Frotter frotter* : faut que ça brille » est une nouvelle mini-série sortie le 19 février sur France 2, qui retrace le combat de femmes de chambre et d'une avocate pour sauver leurs droits.

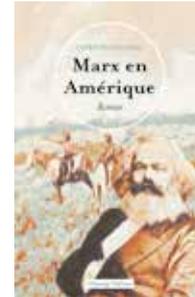
Quel destin commun peuvent construire Solange, gouvernante malienne mère de famille nombreuse, Fanny, petite bourgeoise déclassée qui cherche son sens, Michèle, queer et grande gueule ? Ces trois femmes et quelques autres vont s'unir autour d'un combat : une grève de femmes de chambre, bouleversant leurs vies, leurs principes, leur vision d'elles-mêmes, les menant dans l'action collective, le syndicat, transformant leurs rapports aux autres comme à elles-mêmes.

Clairement inspirée de la longue grève de l'Hôtel Ibis des Batignolles, cette mini-série complète la rubrique de *Cerises* en octobre dernier Dans l'écran, du social.

Là aussi, les ressorts de la réalisation ne s'attardent pas sur le pathos et les psychologies individuelles, mais sur ce qui met debout ces femmes, les motifs de leur colère, les raisons pratiques de leur victoire finale. Les difficultés font partie de l'histoire, les hésitations aussi. Femmes, races, et classe : cette nouvelle illustration vaut le détour télé.

### ● Patrick Vassallo

*Frotter frotter*, mini série réalisée par Marion Vernoux, 2024, FranceTV



## Marx en Amérique

Les mœurs et organisation des peuples premiers d'Amérique du Nord, absence de propriété, hiérarchie sans domination, répartition sociale des tâches, symbiose avec la nature... ont interpellé bon nombre de penseurs en occident. Karl Marx, enquêteur social hors pair, décide donc d'aller voir ce communisme de près. A l'instar de Lewis Henry Morgan, l'un des pères fondateurs de l'anthropologie dont il va discuter minutieusement l'œuvre, il est adopté par les Iroquois sénécas. De leurs aventures et combats qu'il va partager, il en discutera les enseignements avec F. Engels et sa fille Eleanor aux bords des chutes de Niagara.

Cette revisitation romancée de ce qui aurait pu avoir lieu dans l'histoire, permet à l'auteur de développer des réflexions passionnantes irrigant les récentes relectures de l'apport de Marx à l'aune des enjeux contemporains et à partir de ses derniers écrits peu à peu publiés. Des interprétations philosophiques et politiques, historiques et économiques, sociales et écologiques très diverses qui donnent lieu à de vifs débats. Une stérilisation de l'œuvre la dépouillant de certaines de ses dimensions les plus fondamentales ? Ou une nouvelle fertilité ouvrant des horizons inédits de transformation et de nouveaux chemins pour sortir enfin de notre préhistoire capitaliste basée de part en part sur la violence mortifère faite aux humains et à la nature ? Le parti pris de ce récit enlevé, délicieux et captivant ne fait pas de doute. Il incite surtout à approfondir nos lectures et poursuivre ce débat vital.

### ● Makan Rafatdjou

*Marx en Amérique*, Christian LAVAL, Éditions Champ Vallon, 2025, 364 p.24 €



## Les villes indivisibles

Superbe hommage de haute-fidélité inventive pour les 50 ans du livre emblématique d'Italo Calvino «Les villes invisibles», lecture impérative pour qui s'intéresse aux villes comme la quintessence des artefacts anthropiques dans toutes leurs riches contradictions. Dans ce dialogue fictif et enchanteur Marco Polo décrit, pour éveiller la curiosité de Kublai Khan repu du vaste monde conquis, 55 villes imaginaires qu'il a pu visiter, 5 villes différentes pour 11 thèmes : les villes et les mémoires, les désirs, les signes, les échanges, les formes, les noms, les morts et le ciel, les villes subtiles, cachées et ininterrompues.

En écho les membres de l'Ouvroir de Littérature POtentiel (OULIPO) ont imaginé le récit que fait l'aviatrice Amélie Earhart, pour égayer la vie du riche magnat de la presse W. R. Hearst revenu de tout, des villes visitées lors de ses aventures. Organisé similairement, 5 villes et 11 thèmes, le texte décrit les villes et le mouvement, les frontières, l'eau, le travail, les fantômes, les villes hostiles, sanctuaires, malades, biologiques, connectées et circulaires. Ces thèmes déclinent 4 chapitres issus des enjeux des «chemins de la transition» décrits par le GIEC : l'utilisation de la terre, l'industrie, l'inclusivité et les systèmes naturels ; et une ouverte aux propositions inclassables. Moins poétiques, parfois plus experts, toujours aussi ludiques, les textes déploient avec une grande justesse les défis contemporains d'un monde majoritairement urbain.

### ● Makan Rafatdjou

*Les villes indivisibles*, OULIPO, Éditions NOUS, 189 p., 2024, 22 €

*Les villes invisibles*, Italo Calvino, Éditions Gallimard Folio, 225 p., nouvelle traduction 2019, 8,30 €



## Reconstruire sur les ruines du capitalisme

S'émanciper par le partage et la coopération : le sous-titre résume bien l'ambition de ce livre, facile à lire, organisé autour de 3 axes : une relecture de l'histoire de notre époque, une série d'analyses notamment économiques, des propositions pour une autre politique. En insistant sur la force du récit pour « faire alternative », l'auteur met le doigt sur la bataille des idées qu'il reste à mener... et à gagner sur des « valeurs », des fondamentaux aptes à dire, dépasser et « solutionner » détresses et souffrances sociales, physiques et autres solitudes.

La critique du libéralisme est vive quant à sa « fable politique », au service des ultra riches qu'un état coercitif encourage, là où les services publics font identité et communauté. La caducité du (néo) keynésianisme est soulignée, les thèses d'Arendt sur le fascisme remises en mémoire. La démonstration est limpide : le productivisme mène la planète à l'épuisement, à l'incapacité de régénérer des cycles de vie.

Quelle démocratie mondiale promouvoir ? Faut-il améliorer la démocratie représentative ? relocaliser les lieux de pouvoirs ? La « politique d'appartenance » peut-elle faire alternative à la « politique d'aliénation » ?

Cette lecture documentée stimule notre réflexion pour réussir à renverser la table. Peut-il y avoir appropriation (populaire) sans construire d'autres modes de production et d'autres rapports entre les peuples ?

### ● Patrick Vassallo

Georges Monbiot, *reconstruire sur les ruines du capitalisme*, Actes sud, 2021, 229 pages, 21€



## Rock Bottom

Il y a un peu plus d'un demi-siècle paraissait « Rock Bottom », album que Robert Wyatt, leader de Soft Machine, avait commencé depuis son lit d'hôpital, d'où il sortira en fauteuil après une chute de 4 étages. Héraut du rock progressif, cet album génère une comédie musicale d'animation réalisée par Maria Tenor. A travers l'histoire d'amour passionnée et destructrice parce qu'embolisée par les substances, de Bob et Alif, est fort bien retraduite la tranche de vie d'une partie de la génération rock, peace and love, d'après 1968.

Le tourbillon de la « culture » hippie est ici montré dans ses espaces de liberté et de création, d'imagination souvent débridée, d'excès parfois mortifères. Le film ne cache pas des interrogations (la liberté sexuelle a-t-elle vraiment toujours profité à la femme ?). Il montre, « en creux » les avancées -réelles- comme les reculs que nous pouvons constater, en tout cas en Occident.

Voici une heure et demi de beau cinéma musical, un bon moment intelligent et savoureux. On ira sans nostalgie, mais sans pruderie réactionnaire. L'imagination sera au pouvoir, la désillusion ne nous y amènera pas.

### ● Patrick Vassallo

*Rock Bottom*, Réalisation Maria Tenor, Espagne-Pologne, Potemkine Films, 2024, 92 min. Nominé à Cannes. Sortie en salle le 2 avril 2025



# LA CULTURE FACE À L'EXTRÊME-DROITE ET LA DROITE EXTRÊME

**Il y a des mois où pour boucler le journal on doit courir après des articles. Cette fois-ci c'est le trop plein ! Signe sans doute des attentes... Voici donc 5 pages Culture et d'autres contributions sur le site. Poursuivons le débat !**

## COMMENT RÉSISTER AUX OBSCURANTISTES, IL FAUT TOUT TENTER !

J'ai eu la chance de grandir dans le 93, albertivillarienne et donc séquano dionysienne de naissance, j'ai aujourd'hui l'âge de partir en retraite. Je n'oublie pas que j'ai bénéficié d'un maillage d'acteurs gouvernés par des équipes municipales ambitieuses. C'était l'enthousiasme d'après-guerre et d'anciens déportés étaient aux manettes, le sens du commun et des responsabilités les guidait. Ma mère a fait partie à 3 reprises de ces équipes militantes qui formaient avec les techniciens un microcosme solidaire qui agissait dans le sens de l'intérêt général. Ils aimaient les défis et les métissages, avaient de l'ambition pour ce territoire et pour sa jeunesse.

Le théâtre de la Commune avec Gabriel Garant a ouvert les portes de la représentation à cette jeunesse éclectique, au travers des matchs d'improvisation, une frontière franchissable. Au travers de ces dynamiques collectives, nous avons consolidé nos acquis, perceptions et questionnements. La Francophonie rayonnait, une audace portée par une époque « black, blanc, beur » qui créait des ponts et permettait de nous exprimer avec au-

dace. Autour de nous, on croyait à ce potentiel métissé avec enthousiasme ! On a voyagé pour consolider et enrichir cette expérience d'éducation populaire : le Québec, l'Allemagne... Auber Band Comédie, « éclats d'airs » une première création collective qui a fait plusieurs fois salle comble au théâtre de la Commune...(...)

**Mais c'est sur l'espace public que ça se joue vraiment avec la Carnavalcade, la RN2000, les arts de la rue permettent de pousser les portes, de communier avec les idées de chacun,** dans souvent une joie jubilatoire de se dépasser ensemble, loin des salles fermées qui concentrent souvent l'entre-soi, en cherchant une autre sacralisation plus frondeuse ! A Aubervilliers, les Grandes Personnes ont construit la Villa, des compagnies de rue ont sillonné le monde cherchant d'autres solidarités et transmissions. Avec le festival Aubercail, on s'est réuni mensuellement pour concocter un festival de joyeux bénévoles, et reçu des auteurs compositeurs interprètes pendant 17 ans. Les plus frères s'appuyant sur l'expérience collec-

tive, on se retrouvait, on échangeait, on s'engueulait...

**Je voudrais citer ici le foisonnement, souvent nostalgique par ceux qui en sont partis, de possibles sans nécessairement beaucoup de moyens** qui s'offrent dans ce microcosme fertile. Origamis du Trésor Municipal, Mondiales des Souffleurs, lanternes des Poussières, tant de moments de grâce... Le fond d'archives vidéo du CICA en a souvent capté les éclats ! Tout est bon aujourd'hui pour utiliser ces expériences collectives créatives pour construire un monde plus résilient, ouvert à chaque singularité.

Ce dialogue entre générations est issu du maillage de confiance avec des pairs qui vous cautionnent, encouragent, corrigent quand ça dérive... Une époque fertile qui me donne envie de remercier, aujourd'hui et de me lever contre le bruit des bottes, pour une planète habitable pour tous, sur laquelle la créativité de chacun sert de base à l'évolution collective !

● **Nathalie Incorvaia**

# MENER LA BATAILLE CULTURELLE CONTRE LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE



©victorretali.canalblog.com

Dans un moment où les repères sont bouleversés, où les défis existentiels nous obligent à revoir nos modes de vie, les volontés réactionnaires s'amplifient, porteuses du conservatisme, de l'autoritarisme et de la pensée de l'inégalité qui les constituent. Le capitalisme financiarisé et malade joue sa survie en imposant un nouveau contrôle des peuples. Les idées d'extrême-droite, ancrées en France en particulier au sein du Rassemblement National, étendent progressivement une vision empreinte de repli égoïste, de peur de la diversité, d'autorité et de censure. Les exemples européens et internationaux de restrictions de liberté et destruction des services publics et des initiatives citoyennes se multiplient.

**Dans la culture, ces idées d'extrême-droite se manifestent contre la protection sociale et donc les régimes d'assurance chômage** tel l'intermittence du spectacle, contre la liberté d'expression avec une demande de privatisation de l'audiovisuel public, de contrôle de la diversité des radios associatives et la mainmise par V. Bolloré sur des instruments de communication et de culture contre la liberté de création

et de programmation avec la reprise en main de théâtre, comme à Henin-Beaumont et la municipalisation du théâtre associatif L'Escapade<sup>1</sup>... Elles génèrent des coups de pression contre les artistes et les initiatives associatives et citoyennes en local : concert de l'organiste Kali Malone annulé sous la pression de Civitas<sup>2</sup>, menaces à l'encontre du chanteur Eddy de Pretto<sup>3</sup> suite à son concert dans une église, injures racistes contre Aya Nakamura<sup>4</sup>, annulation du concert de Bilal Hassani confronté aux menaces d'extrémistes<sup>5</sup>, vitrines de librairie brisées, intimidations pour faire annuler des animations sur le genre en bibliothèque, pressions contre l'accueil d'exilé.e.s dans des lieux culturels alternatifs...

Cette face visible de la violence d'un mouvement tente d'aveugler par une illusion de normalisation, pousse au renversement des valeurs, renforce la marchandisation et contraint à l'auto-censure.

Face à ces menaces, **il est urgent de développer ce qui fait la force de la culture en exigeant le respect des droits humains fondamentaux de toutes et tous et donc de leurs droits culturels et de la diversité culturelle**. Nous le disions lors des dernières législatives de 2022, pour

1. <https://www.mediapart.fr/journal/france/210125/henin-beaumont-la-mairie-rn-reprend-en-main-le-theatre-de-l-escapade>

2. <https://www.ouest-france.fr/societe/face-a-civitas-concert-annule-a-carnac-la-moins-mauvaise-solution-estime-le-maire-0924e3f6-f301-11ed-8d29-977e8c392606>

3. <https://www.la-croix.com/France/Affaire-Eddy-Pretto-trois-six-mois-prison-11-cyberharceleu-rs-2022-12-12-1201246183>

4. <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/injures-racistes-contre-aya-nakamura-treize-personnes-liees-a-l-extreme-droite-seront-jugees-en-juin-8610547>

5. <https://www.la-croix.com/Culture/Bilal-Hassani-concert-eglise-desacralisee-Metz-annule-pres-sion-2023-04-06-1201262393>

construire une culture de la diversité et de la solidarité démocratique : « Il y a urgence et nous sommes prêts »<sup>6</sup>.

La multitude des forces citoyennes (plus de 340 000 associations culturelles montrent l'aspiration des personnes à participer à la vie artistique et culturelle) permet d'agir et de prendre soin des relations, de créer des espaces de culture, de débat et d'entraide, de soutenir les luttes contre les restrictions de libertés<sup>7</sup> et pour la défense des droits, de renforcer la démocratie en actes<sup>8</sup>.

Hors des silos, il nous faut articuler nos forces et nos organisations : « ouvrir les yeux, se serrer les coudes, lever les poings » pour faire « alternative, politique et mouvement » en commun<sup>9</sup>: engagement pris à Popmind 2024 en association avec la rencontre du festival des solidarités (internationales). Des démarches inter-associatives<sup>10</sup> et intersectorielles se construisent, prenant l'initiative de lier le court-terme d'un contexte austéritaire, le moyen-terme électoral dont les municipales dès 2026 et la menace d'un ancrage local de l'extrême-droite et les transformations sociales, écologiques et citoyennes à faire progresser. Plus que jamais, il faut renforcer les coopérations et mener la bataille culturelle.

● **Patricia Coler**

Déléguée général de l'UFISC

6. <http://www.mobilisationculturelle.org/articles/tribune-culture-il-y-a-urgence-et-nous-sommes-pretés>

7. <https://www.lacoalition.fr/Observatoire-des-libertes-associatives>

8. Culture et démultiplier la démocratie, par L Carton. <https://www.cultureetdemocratie.be/articles/cultiver-et-demultiplier-la-democratie/>

9. <https://www.politis.fr/articles/2024/04/tribune-popmind-festival-des-solidarites-rennes-lurgence-dagir-en-commun/>

10. Par exemple, l'initiative du collectif des associations citoyennes : <https://www.associations-citoyennes.net/vers-un-soulevement-associatif/>

# CE QUI N'A PAS DE PRIX<sup>1</sup>

## LA CULTURE POUR RÉSISTER À LA DROITE EXTRÊME ET À L'EXTRÊME DROITE

1. Annie Lebrun « Ce qui n'a pas de prix »

L'art et la culture sont mis à mal par notre société capitaliste : de l'art on ne voit que ce qui dépasse, qui est cher et souvent déjà vu ; de la culture on ne consomme plus que ce qui est disponible sur nos plates-formes, payant et souvent de qualité médiocre. Simplement parce que le capitalisme se nourrit de notre ignorance, de notre besoin de se « vider la tête » sans jamais la remplir, de notre paresse à aller chercher notre nourriture de l'âme comme nous cherchons notre nourriture physiologique.

Le capitalisme a besoin de « temps de cerveau disponible » pour nous asservir, il ne peut accepter que notre imaginaire soit libre et capable d'inventer un monde nouveau pour nous comme pour les autres, alors il nous isole, noie notre imaginaire dans du Disney puis dans du Netflix, dans du Jeff Koons et dans des musiques sans âme. Or, Trotsky disait : « Le fascisme n'est rien d'autre que la réaction du capitalisme ». En effet, lorsque le capitalisme ne suffit plus à imposer démocratiquement ses réformes, il instaure un « pouvoir fort » qui lui permet de les faire passer (voir la situation au Chili en 1973 où c'est le libéralisme libéré de toute contrainte pensé par Milton Friedman qui a été imposé par Pinochet, soit une forme extrême du capitalisme).

**Il ne faut donc pas se tromper d'ennemi, si l'on veut lutter efficacement contre l'extrémisation de la droite et de la société, c'est le capitalisme qu'il faut prendre à revers.** Les membres du CNR l'avaient compris en leur temps, c'est à l'État de donner les moyens aux citoyens de s'émanciper, cependant aujourd'hui, l'État est dirigé par les banquiers, il supprime donc toutes les aides dont pouvait avoir besoin le tissu culturel français, espérant par là le mettre à genoux. Or, nous ne pouvons pas attendre que le résultat d'hypothétiques élections redonne la main à un État émancipateur, même si nous devons lutter pour cela.

Alors « Que faire ? » disait Lénine... Aujourd'hui, la « culture de masse » ne laisse guère d'espace à l'invention, à l'inouï en art... Ne peut être rentable que ce qui est « déjà vu », le PS ne déclarait-il pas « 1 euro investi dans la culture représente 5 euros de retombées économiques » ? Or, c'est se placer du point de vue du capitalisme, du tout rentabilité, c'est donc abandonner la lutte. Partout où nous sommes et où nous agissons, il est important de mettre l'art (sans doute même avant la culture) au centre de nos préoccupations, dans notre vie quotidienne, faire de temps à autre un pas de côté vers une exposition d'un inconnu, aller voir sur les réseaux sociaux ce qui



©victorretali.canalblog.com

est proposé de réellement nouveau, faire l'effort d'aller chercher de la nourriture nouvelle pour notre imaginaire, comme nous allons chercher une information différente de celle qu'on nous assène. **Éduquer les enfants à regarder et à voir, d'abord la nature, puis des images intéressantes, mais surtout, surtout leur permettre d'agir par eux-mêmes en pratiquant l'art à leur niveau et tout au long de leur vie...** Bien sûr il faut pour cela des moyens et l'État ou les collectivités locales pourraient y subvenir, mais si ce n'est pas possible, il ne faut pas attendre que nos imaginaires soient entièrement colonisés avant d'agir, si on doit bricoler, n'hésitons pas à bricoler : organiser un atelier avec un artiste local, monter une association chargée de collecter des fonds pour faire émerger des visions vraiment nouvelles de notre monde, intervenir dans les écoles, organiser des soirées poésies où l'on mêle artistes reconnus et inconnus... **Car si l'on veut voir un jour l'avènement d'une société nouvelle, il faut s'y mettre dès maintenant en faisant émerger tout ce qu'il y a de vraiment neuf dans les imaginaires** (et pas seulement chez les jeunes qui sont souvent déjà fortement influencés par la soupe capitaliste) et surtout en permettant à toutes ces formes d'art d'infuser de manière durable dans la population. Or c'est par la pratique que l'art se défend le mieux et reste le plus ancré dans les imaginaires, il est donc indispensable que les individus puissent pratiquer régulièrement un art, comme, souvent, ils pratiquent un sport car la santé de l'âme est aussi importante que celle du corps pour l'individu comme pour la collectivité.

● **Natalie Victor-Retali**

# EXTRÊME DROITE : LEUR GUERRE À L'INTELLIGENCE ET À LA POÉSIE

**Le monde de la culture est sous le choc d'une année noire en pré-**

**vision.** Après les baisses annoncées dans de nombreuses collectivités, et dont la région Pays de la Loire (-70%) et le département de l'Hérault (-100%) ne sont que la partie radicale d'une tendance lourde, c'est l'arrêt brutal du "pass culture" dans la partie dite "collective" (action culturelle dans les établissements scolaires) qui a accéléré la mobilisation des professionnel-le-s du secteur. Mais, alors que l'ensemble de ces décisions sont motivées, et argumentées, par des pressions budgétaires, ce n'est pas seulement l'austérité qui est dénoncée dans les assemblées générales mais aussi la montée du fascisme. A Marseille, l'assemblée, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, décide même d'intégrer le terme "antifasciste" dans les orientations de son collectif.

Alors pourquoi et comment la peur des idées et des actions de l'extrême droite est-elle devenue si présente chez les artistes et les professionnel-le-s de la culture ?

Il y a d'abord cette atmosphère générale qui, d'Orban à Trump, jusqu'aux saluts nazis de Musk et Banon, inquiète et sidère jusqu'aux plus consensuels d'entre nous. En France, les élections européennes et les élections législatives anticipées ont ouvert la porte à une possible victoire de l'extrême droite et on a vu dans nos quotidiens, nos quartiers et nos villages se libérer une parole nauséabonde faite d'exclusion et de violence. Le monde culturel, qui s'est largement mobilisé pour éviter le pire et assurer la relative victoire du Nouveau Front Populaire, est aux premières loges de cette situation.

**Ce qui n'était hier qu'une menace floue pour certains devient une réalité concrète pour des milliers d'artistes. Des actes de censure, directs ou plus insidieux, se multiplient.** Les créations qui traitent des questions de genre ou de racisme trouvent plus difficilement leur diffusion. Des élus locaux

demandent à déprogrammer certains projets. Des responsables de programmation justifient ouvertement leurs choix pour des raisons politiques. Comme les théâtres municipaux, les lieux labellisés sont eux aussi sous la pression des élus qui souhaitent "ne pas faire de vague". Et alors que le co-financement des équipements garantissait une relative "liberté de programmation" pour les directeurs/trices, les baisses soudaines des subventions de certaines collectivités (régions, départements...), ou leurs disparitions pures et simples, déséquilibrent les modèles économiques et leurs gouvernances. Les lieux et les artistes sont coincés entre les pressions budgétaires et les pressions politiques, entre l'austérité et la censure.

Depuis plus de 20 ans, en parallèle de la montée des idées d'extrême droite, un long glissement a transformé la place du monde culturel dans le regard des habitant-e-s et par conséquent dans celui des élus. Alors qu'on vantait hier l'exception culturelle, on explique aujourd'hui que la culture ne peut pas vivre de subventions. Alors qu'on clamait hier "la culture n'est pas une marchandise", l'argent public sert aujourd'hui à installer le marché comme seul mode de gestion de la diffusion des œuvres. Alors qu'hier, internet devait devenir un lieu de liberté, de création et d'accès facilité à l'art, la toile est devenue une machine à cash où la créativité de chacun nourrit chaque jour un peu plus les multinationales.

**C'est bien le marché qui a ouvert la porte aux idées nauséabondes du fascisme.** Il ne lui reste plus qu'à diffuser ses idées tragiques contre les intellectuels, les artistes, les wokes et enfoncer le clou de ce qui devient un peu plus chaque jour un plan social de grande ampleur. Les premières décisions prises par Donald Trump montrent assez bien dans quelle dystopie il souhaite entraîner le monde. S'attaquer aux migrants, aux pauvres, aux fonctionnaires va de pair avec une lutte radicale contre tout ce qui



©victorretali.canalblog.com

représente le savoir, la science, l'art... La lutte déclarée contre certains mots dans l'université, son amour pour la post-vérité, marque un virage historique qui instaure déjà un régime néo-fasciste. Le monde culturel, là-bas comme ici, est aux premières loges de ce glissement qui pourrait sembler inéluctable.

**Pourtant, là-bas comme ici, du discours de Jane Fonda aux assemblées générales, la résistance s'organise et la riposte apparaît.**

Le monde artistique et plus largement toutes celles et ceux qui défendent l'importance du savoir et de l'art comme clef de voûte d'une société émancipée, sont aux premières loges de la construction d'une alternative. Ils et elles savent que la force des histoires, des images, des mots sont des armes de constructions massives pour penser un monde libéré du capital et du productivisme. Alors que certains mènent une véritable guerre au savoir et à l'imaginaire, cette résistance est porteuse d'à-venir. Rejoignons-là.

● Laurent Eyraud-Chaume



©Pascale Le Boulch, Rennes



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [contact@ceriseslacooperative.info](mailto:contact@ceriseslacooperative.info)

Abonnement gratuit en ligne  
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

## Acteurs de la culture contre l'extrême droite

**Le multiculturalisme fait coexister des expressions et modes culturels différents au sein d'une même société ; c'est un danger pour l'extrême droite ou la droite extrême car les acteurs et actrices culturels (artistes et passeurs) contribuent par la diversité culturelle de leurs œuvres ou de leur travail à tisser des liens permettant un sentiment d'appartenance, une identité collective riche et inclusive, loin de la préférence nationale.**

Censure et baisses drastiques de financements publics sont souvent le bras armé des politiques extrémistes de droite. Pour étayer ces propos, quelques exemples en Provence, région dans laquelle je vis et où j'ai exercé pendant quelques décennies des responsabilités dans la gestion et l'organisation d'événements culturels.

Pour se redire qu'il n'y a rien de bien nouveau sous le « soleil » du FN/RN, rappelons-nous que dans les années 1990, une des premières actions de la municipalité de Toulon, tombée aux mains du FN, fut d'interdire lors du festival du livre, la venue de Marek Halter, écrivain naturalisé français, d'origine polonais, juif, à l'origine des premières rencontres entre Israéliens et Palestiniens. Les livres, auteurs et autrices sont des cibles privilégiées, ainsi à Orange, la gestion de la bibliothèque municipale par des élus d'extrême droite a conduit à une politique dite de « rééquilibrage » des acquisitions visant à compenser les ouvrages jugés de gauche par l'achat d'ouvrages de droite. Sans doute n'est-ce pas le seul exemple de ces visions étroites du pluralisme...

Dans la ville d'Aubagne où s'est déroulée ma carrière, l'une des premières mesures prises dès 2014, par le maire LR et son élu à la culture fut de censurer le festival d'Art singulier, événement majeur dans le domaine des arts plastiques, en demandant à Danielle Jacqui, peintre reconnue internationalement et directrice artistique, de retirer certaines œuvres choisies pour faire partie des expositions ; ce qui a bien évidemment signé l'arrêt de mort de la manifestation.

Que dire encore des 30 années de travail, dans cette même ville, pour promouvoir les arts de la rue, en lien avec le centre national de création Lieux Publics de Marseille ? Tout cela balayé d'un revers de main, par peur sans doute de voir l'espace public envahi par des artistes pouvant attirer des foules et susciter des interactions spontanées incontrôlables ! Les valeurs du vivre ensemble, la réappropriation par tous de l'espace public ne font pas bon ménage avec les idées de l'extrême droite et des droites extrêmes.

● **Laurette Authouard**,  
 autrice, ancienne directrice de la culture d'une collectivité